

Un Phare dans la Nuit.



TOCQUEVILLE MAGAZINE

N° 532 26 JUIN 2007



Tocqueville Magazine est catholique. Il s'intéresse à tous les problèmes de société, mais en priorité aux problèmes économiques, favorisant les libertés économiques, qui sont le meilleur moyen de faire "pousser le blé". Il est mis à jour (presque) chaque mardi à 0 heures.

Reproduction: Les textes et articles de TOCQUEVILLE MAGAZINE peuvent être reproduits librement avec indication de la provenance.

Contact : micheldeponcins@easyconnect.fr

SAINT AUGUSTIN

4 ème livre de son oeuvre : la cité de DIEU:

" Des Etats qui n'ont pas de meilleur fondement que le droit positif sans transcendance, qui n'ont que les lois promulguées par des hommes et des majorités ne sont, en réalité, que des bandes de brigands organisés et ont l'apparence d'un Etat."

LES TEXTES DE TOCQUEVILLE MAGAZINE PEUVENT ETRE REPRODUITS LIBREMENT

EDITO

L'ECROULEMENT DE L'ARMEE DE TERRE

Il semble bien que l'on prévoit un véritable écroulement de l'armée de terre. L'effectif passerait de 135 000 hommes à 85 000 hommes. C'est extrêmement grave compte tenu des points suivants.

Une grande partie des effectifs se trouve déjà engagée dans des opérations extérieures souvent douteuses et qui ont simplement pour but le maintien de la paix entre des gens qui se détestent.

Mais il y a plus grave : la menace intérieure est tout à fait présente et l'armée de terre pourrait être une réserve stratégique pour la guerre qui peut s'ouvrir à l'intérieur.

D'autre part il y a, selon les rapports officiels, beaucoup de recrues qui ne sont guère attachées à la France... .

Enfin, dernier point, on peut s'imaginer qu'elle peut être l'état moral des officiers qui vont de nouveau se trouver devant des problèmes de carrière.

Ce désastre en route s'explique comme toujours par le manque d'argent, le nouveau pouvoir ne voulant pas mettre le fer où il doit le mettre.

Simultanément, les détournements d'argent public se poursuivent joyeusement par l'enrichissement personnel des grands politiciens et de leurs compagnons de route, ceux que j'appelle plus généralement les « HIFIS ». Monsieur de Villepin dispose aujourd'hui du statut absolument princier d'ancien premier ministre et cela ne lui suffit pas.

Il s'est installé provisoirement dans des bureaux au centre de conférences internationales avenue Kléber à Paris, bureaux prêtés par le ministère des affaires étrangères. C'est pour cela qu'il est permis d'affirmer que les HIFIS se considèrent comme quasi propriétaires de l'Etat.

Ce « petit » exemple est significatif car multiplié à l'infini.

M.P.

DU NEUF ET DU DEJA VU

BILDEBERG EN TURQUIE

Bildeberg est une organisation ultra secrète qui, à tort ou à raison, est supposée exercer un rôle directeur dans la mise en place du pouvoir dictatorial mondialiste. Sans toujours en être conscient les participants s'intègrent dans la diffusion d'idéologies souvent douteuses.

Nous vous offrons un scoop. Une réunion plénière vient de se tenir toujours secrètement en Turquie : les secrets les mieux gardés finissent par transpirer ! Le choix de la Turquie est pour le moins étrange étant donné l'offensive islamique dont ce pays est un des échelons les plus avancés. Est-ce une forme d'appui pour la candidature à l'Europe ? On est en droit de le penser.

Vous pouvez lire l'information en anglais dans le numéro 730 de Tocqueville Magazine du 12 juin 2007.

TUNNEL DU MONT-BLANC

Pendant des décennies, la société du tunnel du Mont-Blanc fut la quasi propriété d'un seul parti politique permettant aux dirigeants de ce parti de s'enrichir sans mesure. Nous ne nommerons pas ce parti qui est bien connu et aujourd'hui disparu. Il est clair que le terrible accident qui s'est produit il y a quelques années est l'effet de cette situation intolérable.

La cour d'appel de Chambéry a confirmé la condamnation du chef de la sécurité dans le tunnel du Mont-Blanc à 30 mois de prison dont six ferme estimant qu'il avait : « commis des erreurs dans la gestion des événements ».

Les vrais chefs ne sont pas inquiétés Rappelons une citation : « Que vous soyez grands ou misérable... »

COURRIER DES LECTEURS

UN PEU GRIBOUILLE, NON ?

Gribouille, vous le savez, est le personnage qui se jetait à l'eau par crainte de la pluie.

Dans un récent article, « l'ouverture, attention aux courants d'air " (12 mai 2007), nous nous inquiétons, en ces termes, de l'ouverture du gouvernement à des personnalités de

l'opposition : « s'il faut des socialistes dans les allées du pouvoir, qu'à cela ne tienne, nous risquons de les voir dans les urnes ». C'est presque chose faite.

Sauf « haute politique », si haute qu'elle est inaccessible à la plupart de nos concitoyens, convenons qu'il n'est pas cohérent de demander à ses amis d'entrer en compétition dans l'arène électorale, avec ceux qui ont déjà accédé à la tribune par les coulisses, ou y accéderont demain. Au demeurant, il est peu probable que d'autres se commettent aujourd'hui à le faire, compte tenu des résultats obtenus hier par leur formation. Si tel était le cas, ce débauchage serait sans conséquence favorable pour la mise en œuvre du programme présidentiel.

On peut certes se voir contraint de désespérer (un peu) Neuilly. Il est toutefois difficile de souscrire, au vu des résultats, à la sentence qui a clôturé la campagne présidentielle et selon laquelle : « la fidélité, c'est pour les sentiments, l'efficacité, c'est pour le gouvernement ». Il semble qu'avec l'annonce prématurée de réformes incomplètement préparées, l'efficacité n'était pas - non plus - au rendez-vous.

Alors, un coup inutile ? « Il ne faut pas perdre un ami pour un bon (coup), sauf si le (coup) est meilleur que l'ami ». Pour Oscar Wilde, il s'agissait d'un bon mot. Craignons, à notre tour, de perdre des amis pour ce "bon mot", sauf s'ils veulent bien admettre que la chose devait être dite avant qu'il soit trop tard.

Gabriel Levy

Un Phare dans la Nuit.



TOCQUEVILLE MAGAZINE

LE FLASH

VENDREDI 22 JUIN 2007

LA TVA SOCIALE

La tragi-comédie en France de la TVA dite sociale est l'image parfaite de ce que je dénomme la manipulation des compteurs, laquelle est directement issue de la création des « usines à gaz » constructivistes. Les anciennes usines à gaz étaient fort compliquées avec une foule de manettes, de compteurs, de tuyauteries et les usines à gaz d'aujourd'hui ne doivent guère être plus simples.

L'effet de ruine, conséquence inévitable du dirigisme, vient, entre autres causes, de la création, la multiplication, l'enchevêtrement d'innombrables « usines à gaz » administratives formant des galaxies et des galaxies de galaxies d'usines à gaz.

Cette abomination n'est pas un hasard mais une nécessité dès lors qu'un pouvoir, quel qu'il soit, ne veut pas détruire le socialisme mais simplement le gérer, courant sans cesse après les calamités qu'il organise ou tolère lui-même et prétendant les corriger à chaque fois en déroulant une nouvelle couche de réglementations, elles-mêmes se noyant dans les incertitudes juridiques multiples et les délais interminables.

Dans les usines à gaz techniques, les robinets et les compteurs remplissent leur office. Dans les usines à gaz administratives, on ne sait jamais si un robinet marche car il faut attendre non seulement des kilos de textes mais aussi des jurisprudences incertaines et que personne ne peut analyser sincèrement les effets de telle ou telle manipulation : dans l'affaire de la TVA dite sociale tout peut être dit et le contraire de tout, ceci avec une apparente bonne foi.

La nouvelle couche de mesures se résume souvent à jouer des manettes, comme si un changement de tuyauterie ou de réglage des compteurs pouvait faire surgir du gaz là où il n'y en a pas.

Le problème du jour est donc le « trou de la sécu » pour parler familièrement. Le système quasi communiste de la sécurité sociale en France ne peut que générer des calamités, ce qu'il fait depuis des décennies sans jamais pouvoir se réformer ; la seule réforme souhaitable et possible pour chacune de ses composantes serait la libération par la mise en jeu du marché, mais le nouveau pouvoir n'en veut pas.

Il claironne vouloir sauver le « modèle » français qui n'est qu'un anti-modèle. C'est alors que, dans l'affolement général, il ressort l'idée de la TVA sociale, s'appuyant au passage sur des exemples étrangers réalisés dans des conditions différentes. Se pensant plus malin que les pouvoirs précédents, il espère ou feint d'espérer qu'en manipulant autrement les compteurs il terrassera la malédiction.

Il est dit, publiquement, que les prix n'augmenteront pas. L'énarchie, toujours régnante malgré quelques postures contraires, connaît le jeu des ordinateurs et des méthodes de calcul ; elle peut donc chanter n'importe quelle chanson. Pour affirmer que les prix n'augmenteront pas, il faudrait un indice de prix ayant de la valeur : tâche impossible intellectuellement et pratiquement. Et quelle sera la réaction des entrepreneurs ? Personne de sincère ne peut en préjuger dans le fouillis impénétrable des situations diverses, avec des fraudes déjà en préparation !

Le pouvoir se défend hautement de l'idée de se servir du nouveau gadget pour augmenter les impôts : même remarque que ci-dessus pour les prix, car personne de sensé ne peut imaginer l'effet réel de cette nouvelle manipulation des compteurs. Il s'ajoute un manque certain de crédibilité : le nouveau pouvoir creusant les déficits ouvertement, comment l'exonérer de la tentation du « coup de pouce » salvateur justifié d'ailleurs justement par l'incertitude à couvrir ?

Financer la sécurité sociale par la TVA épargnerait les salaires ? C'est oublier que la TVA frappe la valeur ajoutée, qui comprend les salaires et aussi dans la foulée les investissements.

Il nous est dit aussi que les étrangers paieront : rien n'est moins sur, les ouvriers allemands ou chinois n'ayant rien à voir avec le désastre français et nul ne pouvant prévoir le jeu des marchés internationaux.

L'argument suprême est l'espoir de freiner les délocalisations. Ces délocalisations sont le fruit direct des fabuleuses dépenses publiques avec, dans leur contenu, les immenses dérivations d'argent de la « rivière argentée » des fonds publics en faveur des innombrables parties prenantes. Une seule assemblée, l'Assemblée nationale suscite par son budget et les impôts en résultant des dizaines de milliers chômeurs de plus chaque année ; personne ne peut faire le même calcul au sujet du monstrueux empilage enchevêtré des collectivités territoriales... .

Il y a peu de chances que ces incroyables dérivations cessent, car, précisément, il existe un lien structurel entre la manipulation permanente des compteurs et l'enrichissement formel ou informel des politiques et de leurs compagnons de route : la manipulation exige une spécialisation pointue, procure un travail « harassant » et justifie à la fois le carriérisme politique et les richesses personnelles en résultant !

Michel de Poncins

Pour vous inscrire, inscrire un ami ou vous désinscrire

micheldeponcins@easyconnect.fr

Pendant l'été, la distribution des flashes ainsi que la mise à jour tous les mardis de Tocqueville Magazine seront perturbés, soit pour des voyages, soit pour des difficultés techniques, ou encore des vacances.

Veillez nous excuser par avance.

REVUE DE PRESSE

LES RAVAGES DE L'ART CONTEMPORAIN

Le prétendu art contemporain est en fait une négation de l'art qui vise à détruire les bases de la société et en particulier le respect du beau, du vrai et du bien. Le plus surprenant est que des milliardaires connus prêtent la main à cette entreprise de destruction. C'est le cas de François Pinault dans son musée d'art contemporain à Venise dont la presse proclame les louanges.

Actuellement le touriste et les visiteurs peuvent y admirer un crâne immense dénommé le nouveau « Dieu très affamé ». Pourquoi cette dénomination sinon pour se moquer de Dieu ?

Il y a également un entassement de seaux, de casseroles, de brocs, de pots et il paraît que c'est pour donner la parole aux pauvres du tiers-monde !

Le snobisme et le relativisme général se donnent la main dans cette entreprise de démolition : rien ne vaut, rien n'est vrai, tout bouge.

Le plus surprenant est que Pinault n'est pas le seul milliardaire à promouvoir l'art contemporain. Les milliardaires qui se livrent à ces manifestations veulent, sans doute, manifester leur attachement à la prétendue modernité.

Est-ce, aussi, une façon de donner la main à la presse et aux médias qui sont si puissants et totalement acquis à tout ce qui peut détruire les fondements de la société ?

CITATIONS

SOCIETES SECRETES

Sarkozy quand il était ministre de l'intérieur avait ainsi accueilli les représentants de la F.M. place Beauvau : « Au ministère de l'intérieur, la franc-maçonnerie française est un peu chez elle »

ISLAM :

Le hadith n°17 déclare : « Certes, Allah a prescrit de pratiquer le bien en toute chose. Lors donc que vous tuez, tuez bien. Lors donc que vous égorgez, égorgez bien. Que chacun de vous aigüise son coutelas et traite bien sa victime. »

LES BREVES

SARKOZY ENCHANTE BRUXELLES

Le nouveau président Français enchante les gnomes de Bruxelles. D'abord par son zèle à violer le non français à la constitution. Sur ce point il reste à savoir si les « nonistes » se laisseront faire. Ensuite par sa capitulation en rase campagne pour la Turquie. Cet enchantement conduit à se poser la question : a-t-il été en fait envoyé en mission par des forces inconnues pour prendre le pouvoirs en France ?

L'ENSEIGNEMENT PRETENDU CATHOLIQUE

L'enseignement catholique vient de tenir une grande parlotte le 8 juin sous le nom « D'assises de l'enseignement catholique ». À cette occasion son secrétaire général sortant, Paul Malarte, a fait vraiment un terrible aveu : « Nous devons reconnaître que l'enseignement catholique a pu parfois en rester seulement au niveau du témoignage implicite ».

Le même malheureusement dans un interview au journal La Croix ne propose pas de changer quoi que ce soit. Il déclare : « l'enseignement catholique doit rester sur une ligne de crête entre service public et projet pastoral, s'affirmer au milieu des pressions contradictoires, entre le risque d'indifférenciation en interne et risque d'assimilation, parfois involontaire, de l'administration ».

Pour lui : « le risque existerait si l'enseignement catholique faisait comme si tous les élèves étaient catholiques ».

La direction de l'enseignement catholique ne peut plus maintenant ignorer les milliers d'enfants qui étudient dans une centaine d'établissements privés catholiques hors contrat. Elle est obligée de reconnaître : « même si elles restent marginales, ces écoles invitent l'enseignement catholique sous contrat d'association avec l'État à s'interroger sur son identité. »

En fait la bureaucratie jouera un rôle dans ce domaine comme ailleurs ; l'enseignement catholique de l'Eglise officielle n'en sortira jamais si elle ne se débarrasse pas de la

bureaucratie qui a fait le mal depuis des décennies et si les Evêques ne reprennent pas personnellement leur rôle majeur d'enseignement des jeunes dans la foi catholique.

DOCUMENTS

TROU DE LA SECU

Se faire soigner dans notre belle et déclinante France ne coûte rien ! Avec la bonne Maman sécu, mamie mutuelle, Tatie CMU, les prises en charge des soins et des médicaments par le tiers payant, le citoyen-patient traverse comme un météore, notre merveilleux système de santé.

Un monde onirique, très " libéral pour les dépenses " Mais "collectif et solidaire pour les ressources "

C'est la l'erreur fatale ! L'irresponsabilité est au cœur du système.

La santé n'a pas de prix mais elle a un coût. Nous ne connaissons pas le coût réel de nos radios, de nos analyses, de l'hôpital, etc.... Tous naturellement, notre sentiment de responsabilité est confisqué par la nomenklatura qui administre tout le système, état, syndicats, et des lobby très puissant qui ont intérêt a l'accroissement perpétuel des dépenses, Résultat le fameux trou !

A chaque réformette, c'est le cœur des vierges, cris, lamentations, manifestations, des médecins, des personnels de santé, des pharmaciens, et des syndicats d'un secteur étatique en crise permanente.

Combattre les fraudes et les abus, mettre une dose de responsabilité c'est indispensable. Faire croire aux français que les franchises c'est une santé a deux vitesses c'est leur mentir.

Payer des franchises pour limiter les dépenses c'est plus économique et plus responsabilisant que de subir des prélèvements, cotisations, impôts pour des déficits en perpétuel accroissement.

Nous ne sommes pas tous des assistés, incapable de comprendre que tout a un prix: Santé, Education, Retraite, etc.... Le pourcentage du PIB que nous pouvons consacrer à notre santé doit être raisonnable.

Cela demande un effort équitable de l'ensemble des intervenants : citoyen-cotisant, médecin, pharmacien, hôpitaux, clinique. Bref des réformes réelles et sérieuses, difficiles et forcément douloureuses !

Pour mettre enfin fin aux abus, gaspillages, fraudes qui gangrène le système. Une rupture avec nos folles dépenses, notre irresponsabilité. Les franchises ne sont que le début d'une prise de conscience citoyenne. La suite c'est des réformes comme partout dans le monde. Par la remise en cause d'acquis qui depuis 1945 perdurent et que nous ne pouvons plus payer en 2007.

UNION EUROPÉENNE

A QUOI SERVENT LES PEUPLES ?

Le projet de nouveau traité sur lequel les Vingt-Sept pourraient s'accorder en fin de semaine reprend les principaux éléments de la Constitution rejetée par les Français et les Néerlandais. Encore une fois, la machine européenne passe outre l'avis des citoyens, s'offusque un chroniqueur du Financial Times. Un son de cloche très répandu outre-Manche.

"Ne serait-il pas plus simple pour le gouvernement de dissoudre le peuple et d'en élire un autre ?"

Ce commentaire satirique de Bertolt Brecht, le poète et dramaturge allemand, s'applique merveilleusement à la proposition de Berlin de ressusciter la Constitution européenne après son rejet. Il est amusant que ce soit Angela Merkel, chancelière allemande et ancienne citoyenne d'Allemagne de l'Est, qui soit tombée dans le piège. Car c'est ce régime que Brecht critiquait dans le poème qu'il a écrit après le soulèvement ouvrier de juin 1953.

La suggestion de Brecht était précédée d'une remarque encore plus adaptée à la situation d'aujourd'hui :

« Le peuple a trahi la confiance du gouvernement, et ce n'est qu'en redoublant d'efforts qu'il peut la regagner. »

C'est précisément ce qu'ont fait les peuples européens, ou plutôt les peuples néerlandais et français. Ils ont rejeté un traité rédigé par Valéry Giscard d'Estaing, le plus éminent des hiérarques européens. Comment ont-ils osé ?

Jean-Claude Juncker, le Premier ministre luxembourgeois avait déclaré à la veille des référendums : « Si c'est oui, nous dirons 'on poursuit' ; si c'est non, nous dirons 'on continue'. » Il avait raison.

Est-il évident pour un être d'intelligence moyenne que l'Union européenne (UE) a besoin d'un nouveau traité qui, selon les propres termes de Mme Merkel, remplacera la Constitution moribonde mais "utilisera une terminologie différente sans modifier la teneur légale" ?

Pour justifier une entreprise aussi cynique, il faut une nécessité pressante, et pas seulement une convenance personnelle. Quelle est donc cette nécessité ? Je n'en vois guère, si ce n'est maintenir le cap sur une Europe encore plus fédérée. Certains tenants du traité demandent pourquoi l'on devrait s'y opposer dans la mesure où il n'aura qu'une faible incidence sur le fonctionnement de l'UE. Nul ne peut raisonnablement soutenir qu'un nouveau traité est à la fois sans importance et essentiel. Mais ses partisans ont raison : le traité est important, car il représente une nouvelle étape sur leur long chemin.

Le sommet de Bruxelles [des 21 et 22 juin] vise à trouver un accord sur les attributions d'une conférence intergouvernementale chargée de négocier le nouveau traité. Ce dernier abandonnera des éléments symboliques de l'ancienne Constitution et des références à la primauté des lois de l'UE, parce qu'ils sont superflus. Par ailleurs, la charte des droits fondamentaux figurera en annexe. Quant à savoir quel effet ces changements auront sur leur applicabilité, il est malaisé de le dire. J'aurais tendance à répondre "aucun".

Ce qu'on nous propose est plus qu'une simple opération de "nettoyage". Ce n'est pas une mince affaire pour les citoyens britanniques - ou d'autres peuples - d'accepter la légitimité des lois sur l'immigration ou la justice pénale imposées contre l'avis de leur gouvernement par les autorités des autres membres. De même, l'institution d'un président permanent du Conseil européen, d'un ministre des Affaires étrangères européen et d'un service diplomatique aurait pour effet de centraliser les prises de décision en matière de sécurité, fonction essentielle d'un Etat. Le rouleau compresseur des mesures progressives vers une "Union encore plus soudée" est en marche.

Martin Wolf, Financial Times
